

**PREFET DU PAS DE CALAIS**

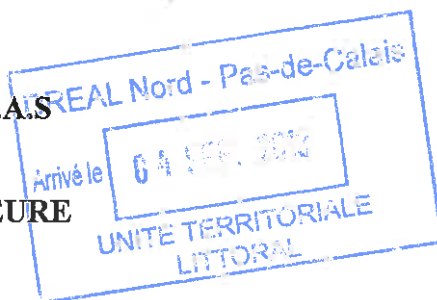
PREFECTURE  
DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES  
BUREAU DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE  
SECTION des INSTALLATIONS CLASSEES  
DAGE - BPUP - SIC - LL - N° 2013 - 238

**INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Commune de CALAIS**

**Société TIOXIDE EUROPE S.A.S**

**ARRETE DE MISE EN DEMEURE**



**LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS**  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juin 2012 ayant autorisé la société TIOXIDE EUROPE S.A.S à exploiter une unité de fabrication de pigments d'oxyde de Titane qui est située Zone Industrielle des Dunes – 1, rue des Garennnes, sur la commune de CALAIS (62100) ;

VU le rapport en date du 28 mai 2013 de l'Inspection des Installations Classées, dont il ressort que, suite à la visite d'inspection du 17 mai 2013, la société TIOXIDE ne respecte pas toutes les dispositions des articles 8.4.1, 8.4.2 et 8.4.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juin 2012 susvisé, dans la mesure où le tank journalier de soufre liquide ne dispose pas de rétention ni d'installation d'arrosage et où l'installation de dépotage ne possède pas d'arrêt automatique du dépotage ni de dispositif permettant d'éviter la propagation du soufre épandu accidentellement ;

VU la lettre de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 3 juin 2013 informant M. le Directeur de la société TIOXIDE EUROPE S.A.S de la proposition de mise en demeure ;

VU le courrier de la société TIOXIDE EUROPE SAS en date du 18 juin 2013, relatif aux observations de la société TIOXIDE sur le projet d'arrêté de mise en demeure communiqué dans le courrier du 3 juin 2013 susvisé ;

VU le rapport en date du 14 août 2013 de l'Inspection des Installations Classées, relatif au courrier du 18 juin 2013 de TIOXIDE et à la visite du 30 juillet 2013, dont il ressort la nécessité de maintenir la proposition de mise en demeure en ce qui concerne les articles 8.4.1 et 8.4.2 ;

**CONSIDERANT** que la société TIOXIDE EUROPE S.A.S ne respecte pas les dispositions des articles 8.4.1 (conception des installations) et 8.4.2 (procédures et consignes d'exploitation) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juin 2012 susvisé ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'imposer à la société TIOXIDE EUROPE S.A.S de respecter les dispositions des articles 8.4.1 et 8.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juin 2012 susvisé ;

**CONSIDERANT** que les arguments apportés par la société TIOXIDE dans son courrier du 18 juin 2013 susvisé afin de lever la proposition de mise en demeure ne sont pas suffisants ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

### **ARRETE :**

#### **ARTICLE 1er: OBJET**

La Société TIOXIDE EUROPE S.A.S, dont le siège social est situé Zone Industrielle des Dunes – 1, rue des Garennes 62100 CALAIS, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2012 susvisé :

- article 8.4.1 :

- ▶ mise en place d'une rétention au niveau du tank journalier dans un délai de **4 mois** ;
- ▶ mise en place d'un dispositif permettant d'éviter la propagation du soufre épandu accidentellement dans un délai de **3 mois** ;

- article 8.4.2 : mise en place d'un arrêt automatique au niveau du dépotage dans un délai de **3 mois** ;

#### **ARTICLE 2 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compte de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

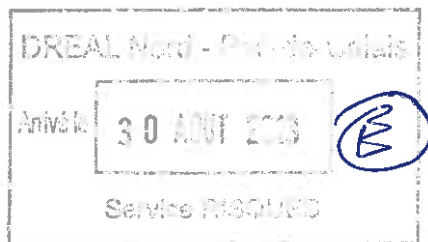
### ARTICLE 3: PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de CALAIS et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché à la Mairie de CALAIS pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

### ARTICLE 4: EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous Préfet de CALAIS et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la Société TIOXIDE EUROPE S.A.S et dont une copie sera transmise au Maire de CALAIS.



Transmis à M. le Chef  
de l'UT de : *W. Hore*  
pour  
Lille, le  
P/le Directeur

Arras, le 26 AOUT 2013

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



*[Signature]*

Anne LAUBIES

### Copie destinée à :

- TIOXIDE EUROPE S.A.S - Zone Industrielle des Dunes – 1, rue des Garennnes 62100 CALAIS
- Sous Préfecture de CALAIS
- Mairie de CALAIS
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ( Services Risques) à LILLE
- Dossier
- Chrono